



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 05/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ATELIER DECAPAGE SERVICES

5 RUE BARROUIN
42000 Saint-Étienne

Références : 20240405_UID4243_EAR_24_128_RAP
Code AIOT : 0010500308

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2024 dans l'établissement ATELIER DECAPAGE SERVICES implanté 5 RUE BARROUIN 42000 Saint-Étienne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée alors que l'exploitant souhaitait associer la DREAL à une réunion avec le propriétaire des locaux qu'il exploite (Ville de SAINT ETIENNE). L'inspection a décliné cette demande, et a effectué en parallèle le recollement des constats relatifs aux prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 mai 2023.

L'exploitant a indiqué que l'entreprise ne dispose d'aucune liquidité pour procéder à l'évacuation des déchets et que sa perspective est une cessation d'activité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ATELIER DECAPAGE SERVICES
- 5 RUE BARROUIN 42000 Saint-Étienne
- Code AIOT : 0010500308
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

ADS est un atelier spécialisé dans le décapage et le sablage d'articles en métal ou bois.

Il est locataire de la ville de SAINT ETIENNE. L'exploitant étudiait en 2023 la possibilité d'acquérir les murs aux fins de procéder à la restauration des locaux dans la mesure où leur état actuel l'occasionne des inondations lors d'intempéries conduisant au débordement des cuves de décapage, ce qui nécessite le stockage d'eaux souillées dont l'évacuation est coûteuse. Ce projet est aujourd'hui abandonné, en l'absence de moyens disponibles.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Cessation d'activité
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le site est encombré de déchets et les pluies récentes occasionnent, en tombant du toit et des descentes eaux pluviales encore des débordements des cuves qui font l'objet d'un pompage et d'un stockage en GRV sur site.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suite APMD	AP de Mise en Demeure du 23/05/2023, article 1	Astreinte	3 mois
2	Suite APMD	AP de Mise en Demeure du 23/05/2023, article 1	Astreinte	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas respecté les prescriptions de son arrêté préfectoral de mise en demeure. L'inspection propose donc que soient imposés sous 3 mois

- le respect des dispositions de l'article L/512-75-1 du code de l'environnement (cessation d'activité) sous peine d'astreinte administrative de 25 euros par jour
- l'évacuation des déchets et la mise en sécurité du site sous peine d'astreinte administrative de 50 euros par jour

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite APMD

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/05/2023, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Nature et volume des bains
Prescription contrôlée : La société ATELIER DECAPAGE SERVICE exploitant une installation de décapage de métaux et articles en bois sise 5 rue Barrouin sur la commune de SAINT ETIENNE est mise en demeure - de préciser dans délai de 15 jours le volume et le classement des cuves de décapage exploitées
Constats : L'exploitant a déclaré ne plus réaliser de décapage en bain car les produits utilisés sont dangereux. Il n'a cependant pas procédé à la vidange des bains présents dans la rétention. Il a indiqué que l'état des toitures et descentes d'eaux pluviales fait qu'en cas de pluie les eaux météoriques se déversent dans l'atelier et dans les cuves qui débordent. La station d'épuration du site n'étant plus en service, les eaux sont récupérées et stockées en GRV sur site L'exploitant déclare que l'entreprise ne dispose d'aucune liquidité pour acheter des produits de décapage et que l'activité est à l'arrêt.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit déclarer sans délai la cessation des activités autorisées par l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2009 modifié par l'arrêté du 16 octobre 2019. Il doit procéder sous 3 mois aux diligences exigibles en application de l'article R.512-75-1 du code de l'environnement. En particulier, il procède à la mise en sécurité du site par coupure des utilités, clôture des accès et élimination de tous les déchets présents.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Suite APMD

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/03/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Evacuation de déchets dangereux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société ATELIER DECAPAGE SERVICE exploitant une installation de décapage de métaux et articles en bois sise 5 rue Barrouin sur la commune de SAINT ETIENNE est mise en demeure</p> <p>- de respecter les dispositions des articles 5.1.1, 7.4.3 et 8.1.5 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2009 en procédant à l'élimination des stocks d'eaux souillées et de boues de station d'épuration dans un délai de un an à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant devait procéder à l'évacuation progressive des stocks de déchets de bains présents sur son site :</p> <p>- évacuation des 40 contenants d'eaux souillées à raison de 10 m³ par trimestre à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure (23 mai 2023)</p> <p>Pour ces évacuations, l'exploitant il devait avoir recours aux prestataires agréés au transport et au transit/traitement des déchets dangereux concernés et rendre compte à l'inspection chaque trimestre des évacuations réalisées.</p> <p>Le constat est qu'aucun GRV de stockage de déchets n'a été évacué. L'exploitant a indiqué ne pas disposer des fonds nécessaires.</p> <p>L'exploitant a par ailleurs déclaré avoir négocié avec la Ville de SAINT ETIENNE, propriétaire des locaux et concernée à ce titre par les défauts de gros oeuvre (toitures et descentes d'eaux pluviales) pour que celle-ci prenne à sa charge 50 K€ de frais d'évacuation. La Ville de SAINT ETIENNE lui aurait annoncé la tenue d'une commission supposée valider en début 2024 cet engagement. La Ville aurait ensuite signifié à l'exploitant que cette commission ne se tiendrait pas et qu'elle ne prendrait pas ces dépenses à sa charge. Une réunion a eu lieu entre l'exploitant et la collectivité le 6 mars 2024. L'exploitant souhaitait que l'Inspection soit représentée pour entendre les parties. En l'absence de compétence pour examiner un litige entre une société artisanale et son bailleur, l'inspection a décliné.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Procéder sous 3 mois à l'évacuation des déchets stockés sur site</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 3 mois